

ARRETE N°AP2022/334

**OBJET : DELEGATION TEMPORAIRE DE SIGNATURE DONNEE A MONSIEUR CHRISTIAN MOUROUGANE,
DIRECTEUR**

LE PRESIDENT DE LA METROPOLE DU GRAND PARIS,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-9 et L. 5219-1,

Vu le code de la fonction publique,

Vu l'article 12 de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et l'article 59 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,

Vu le procès-verbal et la délibération CM2020/07/09/01 du 9 juillet 2020 portant élection du président de la métropole du Grand Paris,

Vu la délibération CM2022/10/21/01-02 du Conseil de la métropole du 21 octobre 2022 portant délégation d'attributions du Conseil de la métropole du Grand Paris au Président pour prendre des décisions dans des domaines limitativement énumérés,

Vu l'acte portant recrutement à la métropole du Grand Paris de Monsieur Christian MOUROUGANE, aux fonctions de Directeur de l'aménagement métropolitain,

Considérant que le président peut donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de signature au directeur général des services, au directeur général adjoint des services, au directeur général des services techniques et aux responsables de service,

Considérant les nécessités de fonctionnement de l'administration métropolitaine et de continuité du service public,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Monsieur le Président de la métropole du Grand Paris donne sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation temporaire de signature à Monsieur Christian MOUROUGANE, aux fonctions de Directeur de l'aménagement métropolitain à l'effet de signer notamment :

- Tous les actes relatifs à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures, services ou travaux d'un montant inférieur ou égal à 90 000 € HT ;
- Les bons de commande d'un montant inférieur ou égal à 90 000€ HT dans le cadre de marchés publics conclus par la métropole du Grand Paris, dans la limite des montants maximum prévus aux marchés et des crédits inscrits au budget ;
- Les commandes passées à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) inférieures ou égales à 90 000€ HT et dans la limite des crédits inscrits au budget ;
- Les actes de sous-traitance ;
- Les décisions d'affermissement des tranches optionnelles dans les conditions prévues par les marchés publics concernés ;

- Les bons pour accord des devis des fournisseurs ou prestataires n'excédant pas 4 000€ HT ;
- Tous les actes, correspondances et documents administratifs courants relatifs aux affaires relevant de la gestion des ressources humaines des agents et élus de la Métropole du Grand Paris ;
- Tous les actes liés aux dépenses de rémunération de personnel (état de charge, précompte).

ARTICLE 2 : Cette délégation court du jeudi 22 au vendredi 23 décembre inclus.

ARTICLE 3 : Les actes signés au titre du présent arrêté porteront le nom, le prénom, la fonction de « directrice » et la mention de la délégation.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur général des services de la métropole du Grand Paris est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à M. le Préfet de Région Ile-de-France et fera l'objet d'une publication. Il sera en outre notifié à l'intéressé.

Fait à Paris, le **21 DEC. 2022**

Le Président de la métropole du Grand Paris


Patrick OLLIER
Ancien Ministre
Maire de Rueil-Malmaison


Spécimen de signature de
Christian MOUROUGANE :

Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent arrêté et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Paris dans le délai de deux mois à compter de la publication de l'acte.